

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 13 NOVEMBRE 1969
N° 429, 1,50 F



FNL
vaincra

Sommaire

Luttes ouvrières.

5. Le Congrès de la C.G.T.

Pierre Gautier

6. Les courées du Nord

Michel Camouis

7. L'agonie de la recherche scientifique

Anne-Marie Lefranc

8-9. La réforme de la S.N.C.F.

Jean-Yves Romo

Luttes universitaires.

4. La lutte des étudiants en médecine

François Lefeuvre

Luttes internationales.

12. Vietnam : il ne s'agit pas d'être « raisonnables »

Jacques Rennes

13-14. Brésil : Le temps de la guerre révolutionnaire

Michèle Vannesse

Vie économique.

10. A l'image de la majorité

Rémy Grillault

Vie culturelle.

15. Les contradictions du système

Dominique Nores

Répression

La loi

Michèle Descolonges



Le 29 septembre dernier, le docteur Guy Caro, membre d'une équipe de recherche économique dans le domaine du traitement et de la prévention des maladies mentales, au ministère des Affaires sociales, recevait une lettre de la direction du personnel l'informant qu'il ne faisait plus partie du ministère à compter du 1^{er} octobre 1969.

Guy Caro est médecin psychiatre. Il est engagé en février 1968, avec le statut de vacataire, pour une fonction de conseiller technique. L'équipe dans laquelle il est intégré mène une étude de rationalisation des choix budgétaires pour la prévention et le traitement des maladies mentales.

Un homme dangereux

En juin 68, les élections législatives ont lieu. Guy Caro étant originaire de Loudéac, et s'y rendant régulièrement car sa famille y demeure, est présenté par nos camarades P.S.U. des Côtes-du-Nord. Trois candidats seulement : Mlle Dienesch, alors secrétaire d'Etat à l'Éducation nationale et député de la circonscription, est réélue au premier tour, Guy Caro est second avec 23,57 % des voix.

Le succès de Guy Caro et des militants des Côtes-du-Nord, était rendu plus facile qu'en 1967, car la F.G.D.S. n'avait pas présenté de candidat. Mais les thèmes de la campagne qu'ils ont menée, n'étaient pas faciles.

Nous sommes dans un pays pauvre que les jeunes abandonnent. Mlle Dienesch y est député depuis 1945. Elle a mené un travail d'assistance sociale.

Le premier thème de campa-

gne de nos camarades était donc celui-ci : notre pays est pauvre, pourquoi ? Pourquoi les jeunes doivent-ils partir ? Pourquoi certaines régions sont-elles sous-équipées et sous-développées ? Quel est le rôle du gouvernement pour lequel travaille votre député ?

Beaucoup de catholiques pratiquants dans le pays, et plus d'un était sensible à l'argument de Mlle Dienesch : vous voulez mettre vos enfants à l'école libre, moi je défends l'école libre, alors votez pour moi.

Le vieux clergé lui est fidèle. Les jeunes sont à gauche. C'est avec leur soutien que Guy Caro expliquait que le capitalisme est contraire à l'Evangile. Il expliquait comment les voix des petits travailleurs sont utilisées, au nom de leur foi religieuse, pour soutenir le conservatisme.

Guy Caro s'attaquait directement à Mlle Dienesch, en tant que représentante de la classe bourgeoise.

Aussi, après le remaniement ministériel qui suit les élections, lorsque Mlle Dienesch devient secrétaire d'Etat aux Affaires sociales et apprend que Caro y est employé, elle demande à son chef de service de le renvoyer. Celui-ci refuse : il est satisfait du travail de son collaborateur, il ne le renverra qu'en possession d'un ordre écrit.

En juillet 1969, une première charette est renvoyée, composée de quatre vacataires qui avaient mené la lutte pour l'application du protocole d'accord de Grenelle. Caro n'en est pas : le groupe dont il fait partie commence à donner des résultats.

Comble de malchance pour notre camarade : il dépend également du ministère du Travail. Or le directeur du cabi-

net de M. Fontanet est M. Sabouret, maire U.D.R. d'une commune des Côtes-du-Nord.

Guy Caro est donc licencié. C'est immédiatement possible car il est vacataire.

Qu'est-ce qu'un vacataire ?

En 1952 les travaux d'exploitation du recensement de l'INSEE nécessitent l'embauche d'un personnel supplémentaire. L'administration recrute des vacataires, sous le titre « agent recruté pour une tâche précise et limitée dans le temps (1 à 3 mois) ».

L'exploitation finie, certains vacataires restèrent et occupèrent des fonctions qui, normalement, devaient être assurées par des fonctionnaires.

Le vacatariat fit rapidement école dans les autres ministères : on dénombrait officiellement plus de 20 000 vacataires en 1968.

Embauchés, débauchés selon les besoins, semeurs de discorde, les vacataires cumulent les avantages pour leurs patrons (ici le patron, c'est l'Etat). En effet, les vacataires furent un facteur supplémentaire de division du personnel de la fonction publique. Le syndicalisme s'essouffait déjà en luttes catégorielles, et n'arrivait pas à répondre à ce nouveau problème. L'adage « diviser pour régner » se révélait exact. Les associations et syndicats autonomes se multiplièrent.

Mais surtout, les vacataires sont extrêmement « rentables » : employés de façon permanente, ils n'ont droit, ni aux congés annuels, ni aux congés de maladie ou de maternité (autres que ceux accordés par la S.S.), ni à la retraite. Leurs salaires ne suivent pas les augmentations gé-

nérales des salaires de la fonction publique.

L'Etat-patron connaît la loi, puisqu'il l'a faite : **aucun chapitre de la loi des finances** ne mentionne l'existence des vacataires. Ils sont rémunérés sur les chapitres « fonctionnement et matériel ». Cette année seulement les vacataires de l'INSEE apparaîtront dans le budget alors qu'ils constituent depuis longtemps plus du tiers du personnel.

Avantage supplémentaire : en cas de crise économique, on réduit les crédits de matériel et fonctionnement. On licencie donc un personnel temporaire. Et tant qu'à faire, parmi les licenciés figurent ceux qui mènent des luttes.

Le recrutement de vacataires et d'un personnel non-titulaire (contractuels, temporaires, qui constituent au moins le tiers de l'effectif total des agents de l'Etat) est une nécessité du capitalisme français. L'appareil d'Etat est trop lourd : il faut le rentabiliser, selon les déclarations de De Gaulle et de Chalandon. Or, le statut de la fonction publique, garantissant aux fonctionnaires la sécurité de l'emploi, constitue un obstacle à cette politique. La solution est de remplacer les titulaires par des travailleurs ayant peu de garanties, et surtout pas celle de la sécurité de l'emploi.

Il est évident que le personnel de la fonction publique a intérêt à lutter, non pour le renvoi des vacataires et du personnel temporaire, mais justement pour refuser qu'un tel statut existe.

Le licenciement de notre camarade Caro est exemplaire : l'Etat y montre sa nature. Il est patron (et patron de choc) ; il fait la loi selon ses besoins économiques et politiques.

Stage

Un stage d'entreprises aura lieu à Bordeaux les 22 et 23 novembre.

Ordre du jour :

- 1) Rapports partis-syndicats ;
- 2) Contrôle ouvrier ;
- 3) La dictature du prolétariat.

S'inscrire à la Fédération de la Gironde, 9 ter, rue du Lavoisier, 33-Bordeaux.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Porcherie

Petite annonce

Couple étudiant cherche chambre indépendante à PARIS - 250-300 F.

Ecrire à M. VACHER, 29, rue Vercingétorix, PARIS-14^e.

Battre les agresseurs du Vietnam

Jean-Marie Vincent

Le gouvernement français ne veut pas de manifestations sur le Vietnam, car, dit-il, Paris capitale de la Conférence de la Paix, se doit de garder une stricte neutralité. L'argument est vraiment magnifique. En somme, nos gouvernants nous demandent tout simplement de considérer que l'affaire ne nous concerne pas et que nous devons rester indifférents devant les manœuvres américaines pour maintenir en place le régime Thieu-Ky.

Nous ne pouvons naturellement pas manger de ce pain-là. La lutte du peuple vietnamien est liée par mille liens à la nôtre depuis des années. Le courage et l'esprit de décision du F.N.L. ont réveillé en Occident des milliers d'énergies, parce qu'ils ont mis en échec la technique dite toute puissante des Mac-Namara et autres fonctionnaires du grand capital. Depuis que les soldats du F.N.L. ont battu sur le terrain les troupes de Westmoreland ou d'Abrams, le monde a en fait changé de face. Qu'on se souvienne du ton triomphant qui était celui de la bourgeoisie à l'époque de Kennedy. Tout lui réussissait ou semblait lui réussir. En Asie, en Afrique, en Amérique latine, elle faisait reculer les mouvements de libération ou les mouvements révolutionnaires.

Aujourd'hui, tout cela n'est plus qu'un beau rêve. L'impérialisme est sur la défensive sur une grande partie de la planète. Il doit affronter des difficultés politiques, idéologiques, économiques (monétaires) qui sont dues pour une part non négligeable à l'action du peuple vietnamien et à ses répercussions un peu partout. La résurgence périodique de mouvements insurrectionnels en Amérique latine, malgré la mort de Che Guevara, est significative à cet égard, de même que la nouvelle force du sentiment internationaliste chez les jeunes du monde occidental.

Mais, bien entendu, les tenants de l'impérialisme ne s'avouent pas vaincus et ne désespèrent pas de voir un

renversement de la conjoncture d'ici quelques temps. En premier lieu, ils recherchent l'isolement du peuple vietnamien, en utilisant les négociations de Paris pour faire croire qu'il n'y a plus d'agression. A leur façon, les Cabot Lodge, les Nixon nous montrent que la diplomatie peut être la poursuite de la guerre avec d'autres moyens, qu'elle peut être utilisée pour endormir tous ceux que les rodomontades sanglantes de Johnson révoltaient profondément.

Face à cette volonté à peine cachée de ravir au peuple vietnamien et au mouvement ouvrier international les fruits d'un combat sans précédent, notre tâche est claire. Nous devons être partie prenante aux négociations en tant que soutiens du peuple vietnamien et en tant qu'adversaires déclarés du gouvernement américain et du Pentagone. Nous devons en réalité tout faire pour que la position du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud se renforce à l'échelle internationale et pour que la position de Washington s'affaiblisse.

C'est le sens que nous devons donner et donnerons à notre participation aux manifestations du 15 novembre qui auront lieu dans toute la France. Il ne s'agit pas pour nous d'affirmer une volonté de paix abstraite ou simplement notre horreur des bombardements américains au Vietnam du Sud ou au Laos. Ce que nous voulons, c'est exiger que nos gouvernants reconnaissent le gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam et qu'ils cessent le jeu hypocrite de la neutralité, paravent de la solidarité des exploités.

Reconnaissons-le : il faut que nous donnions un nouveau départ à la lutte pour la solidarité avec le peuple vietnamien. Nos propres problèmes nous ont, pour un temps, détourné — à tort — de cette tâche fondamentale. Il nous faudra expliquer, réexpliquer le sens de la solidarité politique avec le F.N.L. et la République démocratique

du Vietnam. Il nous faudra réapprendre à convaincre des masses très larges, qu'elles ne s'éloignent pas de leurs préoccupations les plus profondes en manifestant pour la victoire du peuple vietnamien. De Washington à Paris, la lutte contre les agresseurs — directs ou indirects du peuple vietnamien — ne doit pas cesser malgré les difficultés, elle doit, au contraire, s'amplifier.

Nous ne savons pas quand le gouvernement révolutionnaire provisoire pourra s'installer à Saigon. Nous ne savons pas si la tiédeur soviétique, dans le soutien à une cause juste, ne retardera pas encore un peu plus l'issue du conflit. Nous ne savons pas s'il ne faudra pas une nouvelle crise grave dans les milieux dirigeants américains pour faire plier les forces d'agression. Mais cela pour nous n'est pas l'essentiel, car nous ne sommes pas prophètes. Nous devons simplement comprendre qu'étant donné l'interdépendance des combats à l'échelle internationale, nos initiatives peuvent hâter la fin de l'agression comme notre manque d'initiatives peut permettre de la prolonger. Nous devons savoir que la victoire du peuple vietnamien multipliera nos propres forces en même temps qu'elle amoindrira celles de nos adversaires. Il n'y a pas d'hésitation possible ! Avec nos camarades américains, nous devons manifester notre haine de cette guerre d'agression et notre fraternité avec les soldats du F.N.L. aujourd'hui à la tête du combat internationaliste.

Pour les manifestations du 15 novembre, le texte signé à l'initiative du Mouvement de la paix par de nombreuses organisations, dont le P.C.F., ne donne pas entière satisfaction à notre parti sur quelques points importants. Cela nous impose en conséquence de faire apparaître avec la plus grande clarté les mots d'ordre et les slogans qui donneront tout leur sens à cette journée pour la victoire du F.N.L. et du G.R.P.

Luttes universitaires

La lutte des étudiants en médecine : pour qui ?

François Lefeuvre

Il y a maintenant plus de 15 jours que le CHU Cochin (Centre Hospitalo-Universitaire) est en grève. Ce qui n'était au début que simple incident local a rapidement pris des dimensions plus larges.

L'arrêté qui a tout déclenché

Tout commence avec la publication par les ministres Boulin et Guichard (Santé et Education nationale) de l'arrêté du 26 septembre 1969. Arrêté qui instaure de façon précise un barrage à la fin de la première année de médecine, par l'intermédiaire d'une série de notes et de moyennes éliminatoires destinées à limiter le nombre des étudiants et non à vérifier de nécessaires connaissances.

En réponse, les étudiants des premières années, d'abord à Cochin sous l'impulsion du Comité de base UNEF, puis progressivement dans tous les autres C.H.U., se réunissent en assemblée générale et, prenant conscience de la signification profonde de cet arrêté présenté comme simplement technique : en fait, il constitue une sélection draconienne à la fin de la 1^{re} année. Ils décident une grève générale illimitée des cours et travaux pratiques. Le très réactionnaire syndicat autonome tente d'isoler les étudiants en parlant « de troubles inadmissibles dans les hôpitaux, de viol de la tranquillité des malades... », alors que les assemblées générales se tiennent dans les amphithéâtres des locaux universitaires, distincts géographiquement des locaux hospitaliers.

Les étudiants répondent en menant une grève effective et dure, en étendant celle-ci à toutes les facultés de médecine de Paris, en prenant les contacts nécessaires à l'extension vers les années supérieures et la province, en coordonnant leur action à l'échelon parisien par la constitution d'un comité central de grève comprenant des représentants élus de chacune des dix facultés parisiennes, en informant la population par une distribution massive de tracts « C'est de votre santé qu'il s'agit », en avançant des mots d'ordre clairs : la lutte contre l'arrêté est une lutte contre la sélection - exigence d'une véritable formation hospitalière, d'une indispensable ouverture de la médecine vers les sciences humaines, biologiques et vers les sciences « exactes ». Actuellement, le mouvement de grève s'étend en province. Les responsables universitaires et gouvernementaux se trouvent devant une situation qu'ils n'avaient pas prévue.

Le malthusianisme des « autonomes »

Mais pourquoi, en cette rentrée 69, le gouvernement prend-il ces mesures sélectives ? Pour en comprendre les raisons, il est nécessaire de rappeler que après mai 68, qui avait balayé le fragile édifice de l'enseignement médical, le syndicat autonome s'était révélé la seule force organisée et puissante capable de contenir la poussée des étudiants.

Le syndicat autonome, regroupant une importante majorité des enseignants, professeurs, patrons, est alors pris en main et dirigé par les ultra-conservateurs. Dans ses différentes publications et prises de position ce

syndicat déclare qu'« il n'est pas possible de former trop de médecins, du fait du manque de locaux, de matériel, de lits hospitaliers, et que le nombre des futurs médecins doit être établi en fonction des possibilités actuelles d'accueil dans les bâtiments universitaires et hospitaliers ». Et même plus, il déclare dans un communiqué : « Nous dénonçons les études démographiques à moyen et long terme qui justifient la nécessité d'une augmentation importante du nombre des médecins et qui sont génératrices d'espairs fallacieux. »

Ainsi, pour ces médecins en place, il ne s'agit pas de prévoir les besoins futurs du pays au cours de la prochaine génération, mais d'établir une sélection malthusienne destinée à limiter l'accroissement du corps médical.

Le syndicat autonome rejoint ainsi la position des syndicats des médecins libéraux et de l'ordre des médecins. (L'« ordre » est une création du régime de Vichy, s'intégrant dans sa politique corporatiste.) Pour ces titulaires d'avantages sociaux et financiers impor-

tants il faut installer dès maintenant les indispensables barrières qui permettront que ne soit pas porté atteinte à leur statut de privilégiés. Ainsi, toute la littérature sur la morale et la vocation médicale, la limitation du nombre des médecins, devient-elle beaucoup plus compréhensible : cette production idéologique de classe sert à masquer des réalités beaucoup plus concrètes, et très simplement la politique du syndicat autonome est de faire en sorte que la demande de « consommation médicale » par la population soit inférieure aux moyens offerts, de façon à maintenir intacts les privilèges de la caste médicale.

Pourquoi le gouvernement joue-t-il ce jeu ?

Mais une question se pose, naturellement : pourquoi le gouvernement prend-il en charge cette politique de sélection en prenant son arrêté ? Pourquoi le gouvernement, par l'intermédiaire de son porte-parole, Léo Hamon, déclare-t-il : « Cet arrêté a été pris pour éviter une pléthore qui risquerait de poser des problèmes professionnels (traduire : financiers) aux médecins. » Pourquoi se solidarise-t-il avec le syndicat autonome ?

On pourrait penser que, soucieux de pratiquer une politique cohérente, il cherche à réaliser dans le secteur santé ce qu'il entreprend dans d'autres domaines : faire passer l'économie française d'un stade de capitalisme plus ou moins archaïque à un néo-capitalisme plus cohérent (voir la politique de « rentabilisation » du loge-

ment, des autoroutes, du téléphone, etc.). Mais ce serait oublier que s'il désire effectivement réaliser cette mutation capitaliste, il n'en est pas moins dépendant du contexte politique.

Après mai 68 et ses conséquences : référendum d'avril, élections présidentielles, il lui importait de reprendre le contrôle de la situation en s'appuyant sur ce qui constitue naturellement sa base sociale. De deux maux il fallait choisir le moindre : ou bien risquer de se laisser emporter par la dynamique propre au mouvement étudiant en médecine, ou bien accepter provisoirement de figer la situation en remettant à plus tard les indispensables réformes.

C'est ce que fait le gouvernement en choisissant la politique du syndicat autonome et en publiant son arrêté sur la sélection. Cette convergence apparaît alors pour ce qu'elle est réellement : uniquement tactique et circonstancielle, susceptible d'être mise en cause sous la poussée des événements.

Face à cette alliance hétérogène gouvernement-syndicat autonome, que peuvent faire les étudiants actuellement en lutte ? Certes poursuivre la tactique d'isolement du syndicat autonome en contraignant le gouvernement à se démasquer en se solidarisant avec lui, ou à le lâcher publiquement. Mais surtout en posant politiquement la question fondamentale : l'organisation de la santé sera-t-elle orientée vers les seuls intérêts de quelques-uns ou bien sera-t-elle au service de tous ?

Amiens

Une rentrée réussie

Albert Rousselles

Ah ! qu'on aurait voulu qu'elle soit réussie cette rentrée ! qu'elle soit « normale », sans histoire... Le recteur de l'Académie d'Amiens n'a-t-il pas déclaré publiquement que la rentrée était la « meilleure depuis des années » ?

Au niveau des établissements, le dialogue était à l'ordre du jour : on accueillait les rentrants — et surtout les nouveaux — à bras ouverts, on organisait de multiples réunions pour créer un climat « amical ».

Il n'y avait donc pas lieu de se plaindre, et d'ailleurs, si quelque petit problème local survenait il pourrait être rapidement résolu dans un climat de concorde et de bonne volonté réciproque.

En conséquence, la participation dans les conseils d'administration ne pouvait que s'organiser dans le meilleur des mondes scolaires !

A la cité scolaire, l'administration fait savoir qu'elle admettra un syndicaliste ouvrier — de la C.G.T. — comme personnalité cooptée. On est pour la classe ouvrière ou on ne l'est pas !

Bien entendu cette euphorie factice s'inscrit dans le droit fil de la politique gouvernementale dont le camarade Chapuis a fait récemment l'analyse.

Le désenchantement

Las, il fallut bientôt déchanter. D'abord, on ne pouvait cacher qu'un lycée technique, prévu pour la rentrée, était toujours en chantier. Qu'importe, l'austérité « justifiant », on y fait rentrer 650 élèves dans des conditions invraisemblables.

Puis les assemblées syndicales firent le point : davantage d'élèves, mais pas un professeur, ni un surveillant, ni un agent supplémentaires. L'administration a « oublié » de demander la création de postes budgétaires pour cette année. Le résultat est clair : conditions de travail aggravées pour tous. Du coup le personnel découvre que la « participation » de l'année 1968-1969 n'a rien amélioré du tout.

Enfin, les élèves commencent à voir que l'administration se méfie d'eux et intimide — par l'intermédiaire des parents — les plus conscients d'entre eux. Parallèlement, les élèves de droite et d'extrême-droite, style U.J.P. et Occident, sentent que l'isolement organisé des forces contestataires peut leur laisser le champ libre, et essaient d'en profiter — ce qui réveille les autres.

Notre intervention

Dans ce contexte, les camarades P.S.U., désormais présents

presque partout, interviennent pour expliquer la situation et préparer les luttes qui sont inévitables.

Les secteurs d'intervention sont multiples, mais d'ores et déjà, priorité est accordée :

— aux revendications de travail aggravées, en particulier pour le personnel le plus défavorisé (agents, surveillants, maîtres auxiliaires) ;

— à la politique de participation qui vise à faire cautionner par les organisations syndicales des décisions administratives inspirées par le pouvoir ;

— aux différentes formes de répression plus ou moins sournaises qui s'abattent sur tous ceux qui ne veulent pas se mettre à genoux ;

— à la discussion à la base des modalités d'action : les petites grèves de 24 heures sont désormais considérées comme inefficaces, et il faut discuter d'autres formes d'action (grève active, etc.).

Les militants du parti font un travail d'explication politique et un travail d'enquête pour approfondir et perfectionner la ligne de masse nécessaire dans ce secteur. Pour la mi-novembre est prévue une réunion de travail et de confrontation pour tout le secteur enseignant du département, en vue de renforcer la capacité d'intervention de nos militants. □

Le congrès de la CGT

Pierre Gautier

La plus grande centrale syndicale française, la CGT, tient son congrès. En temps normal, ce serait déjà un événement digne d'attention. Mais le congrès qui se tient cette année a une importance particulière parce qu'il a lieu après les grands événements de mai-juin 1968. Les positions des dirigeants de la centrale y furent très souvent discutées. L'intérêt vient aussi de ce que ce congrès se tient dans une conjoncture où l'on se demande si les membres du bureau confédéral suivent une orientation claire dans les conflits de classe.

La polémique, engagée par Georges Ségué contre le PSU à partir d'un prétexte bien léger, la tribune libre du groupe **Lutte ouvrière** dans **Tribune socialiste**, montre à l'évidence que les questions de stratégie ou de tactiques sont devenues d'une actualité brûlante. En attaquant l'ingérence prétendue du PSU dans la vie interne de la CGT, Georges Ségué et ses compagnons — pour la plupart membres hauts placés de la hiérarchie du PCF — semblent avoir pour objectif de limiter au maximum la discussion sur les questions d'orientation. Tous ceux qui ont tiré des leçons du mouvement de mai 68 et de l'échec des actions maintenant traditionnelles (journées nationales d'action, grèves tournantes sans contrôle de la base) devraient par ce moyen être détournés d'élever trop haut la voix sur tous ces problèmes.

Des moyens révolus

On peut, il est vrai, être sceptique sur la valeur d'une telle offensive qui, au-delà du PSU, vise beaucoup de militants de toutes origines. Les temps ne sont plus où il suffisait de dénoncer des déviations pour faire rentrer sous terre ceux qui étaient censés en être les défenseurs. Déjà, la résolution du syndicat unifié des pétroles d'Antar-Donges sur l'incompatibilité des mandats politiques nationaux avec les mandats syndicaux nationaux indique que des secteurs importants de la centrale ne veulent pas se laisser prendre au piège et refusent les attaques partisans contre une partie importante des militants.

Selon toute vraisemblance, Georges Ségué et ses amis devront donc être d'une assez grande prudence dans le maniement d'une matière aussi explosive. Ce n'est pas évidemment que la direction actuelle de la CGT ait en quoi que ce soit des problèmes de majorité. Les délégués au congrès seront certainement sages en très grande part et suivront

les avis de leurs dirigeants. Mais ils ne sont pas et ne seront pas seuls en cause. Les dirigeants de la CGT doivent tenir compte d'une opinion ouvrière beaucoup plus critique et beaucoup plus partagée qu'autrefois.

Bien des ambiguïtés

C'est sans doute à ces préoccupations qu'on doit les tentatives d'ouverture qui s'expriment dans les textes préparatoires : les projets d'orientation et de réforme des statuts. La CGT veut se moderniser, apparaître comme parfaitement adaptée à notre période et par conséquent, ouverte aux nouvelles interrogations des masses. On peut cependant s'interroger sur la portée de ces efforts de renouvellement. Prenons un exemple : les nouveaux statuts apportent des précisions utiles sur la socialisation des moyens de production. Mais, en même temps, ils effacent un des points essen-

tiels des anciens statuts ; la suppression indispensable du salariat dans la société socialiste. Or, il est clair que l'orientation stratégique de la lutte syndicale change suivant que l'on considère la transformation socialiste sous l'angle d'une simple transformation des rapports de propriété ou sous l'angle d'une transformation radicale des rapports de production. On peut dire d'ailleurs que les autres textes risquent de comporter le même type d'ambiguïtés : à propos de l'unité syndicale, à propos des perspectives de gouvernement « démocratique », à propos de la lutte contre le régime. Le souci de respectabilité qui anime beaucoup de responsables dans la centrale, la crainte du « gauchisme » qui les travaille depuis plus d'un an ne sont pas de bons conseils. C'est pourquoi on ne peut s'attendre à ce que les débats du congrès permettent à la centrale de résoudre les problèmes les plus essentiels du mouvement syndical. □

LOCATION DE SKIS et CHAUSSURES

SKIS STRATIFIES

STRATO (Rossignol) - SIM'S - KNEISSL, etc.

SKIS METAL, BOIS

Tous nos skis sont équipés double sécurité, avec talonnière

CHAUSSURES A CROCHETS

EQUIPEMENTS

Anoraks, fuseaux, etc.

Location - Vente - Service Réparations

SERVICE LOCATION-VENTE AUX COLLECTIVITES

Comités d'entreprises, municipalités, M.J.C., etc.

la clé des champs

42, rue de Maubeuge - 75-PARIS (9^e)

Tél. : TRU. 56-61

Métro : Cadet



D.R.

Les courées du Nord

Michel Camouis

Nos gouvernants ont actuellement le sens aigu de la déclaration heureuse. Ainsi, M. Michel Debré a annoncé fièrement en Conseil des ministres que les frais occasionnés aux Français pour leur toilette entraînaient une dépense **supérieure** à celles occasionnées par la bombe atomique. Cela pour avertir les Français que les crédits alloués à la force de frappe ne seraient pas diminués par le plan de redressement. Mais on apprend, d'autre part, par la bouche de M. Chalandon, au cours d'une conférence de presse à Lille, que les crédits promis au titre de la loi sur les bidonvilles ne seront pas utilisés car « ces crédits étaient sur le point d'être engagés quand sont intervenues les mesures du plan de redressement ».

Nous voyons là l'admirable insouciance de ces deux ministres dont l'un utilise comme justification budgétaire les chiffres d'affaires des entreprises fabriquant du savon (tout en feignant d'ignorer que, grâce à la force de frappe, de nombreuses familles françaises en particulier dans le Nord comme nous le verrons plus loin ne **peuvent** pas se servir de savon) et dont l'autre veut redresser on ne sait quoi en laissant les habi-

tants des « courées du Nord » stagner dans leur misère.

L'industrialisation des cités du Nord de la France débuta au milieu du 19^e siècle avec l'apparition de la machine à vapeur, du métier à tisser, du chemin de fer, des transports par canaux. Utilisant la police de l'Etat, le capitalisme développe son hégémonie (rappelons les heurts violents entre la Garde nationale et les ouvriers en août 1830 et en juin 1848) mais la petite bourgeoisie entend également tirer profit de cette concentration de travailleurs rendue indispensable par la création de grandes unités de production ; la ville de Roubaix, par exemple, voit sa population passer de 12.000 habitants en 1820 à 125.000 en 1900. Or, la durée de la journée de travail étant très longue, puisqu'elle va jusqu'à 12 heures, il est indispensable de se loger sur place. C'est à ce stade que la petite bourgeoisie a son mot à dire. En effet, l'autorisation de construire n'étant pas nécessaire hors de la voie publique, il est par conséquent permis de construire n'importe quel taudis sur un lopin de terre dont on est propriétaire. Le principe est donc de construire le maximum

de logements sur le minimum de terrain. Ceci est d'ailleurs toujours valable de nos jours avec cette différence que les gros capitalistes du textile, en particulier, emploient le logement comme moyen de chantage. En effet, actuellement, les logements ne coûtent à peu près rien aux travailleurs, mais à la condition restrictive d'être employés dans l'entreprise appartenant au propriétaire de l'habitation. En cas de rupture du contrat de travail, le loyer se trouve subitement multiplié par 50 ou 100 sans que le locataire ait la moindre possibilité de défense. Ainsi les patrons ont actuellement toute liberté d'exploiter la classe ouvrière par des procédés paternalistes (on te loge pour rien si tu produis pour moi).

Pour en revenir au problème du logement propre aux cités industrielles du Nord, nous pouvons citer une déclaration du maire de Roubaix (Victor Provo, S.F.I.O.) : « Il n'y a pas de plan d'urbanisme très précis. Les plans qui ont été dressés n'ont jamais franchi le cap des études un peu poussées ».

C'est ainsi que l'on parque le prolétariat dans les courées dont la principale caractéristique est d'offrir un logement insalubre.

C'est ainsi que dans les courées, 70 % des logements n'ont ni baignoire, ni douche, que 20 % n'ont pas l'eau courante, que ceux-ci abritent 50 % de la population ouvrière d'une ville comme Roubaix.

Les courées : chiffres éloquentes

A Roubaix, les courées abritent 30.000 personnes, dont 15.000 enfants environ, dans 8.500 masures insalubres.

Sans doute, pour les supprimer, en coûterait-il quelque 30 millions par an.

Mais à les conserver, il en « coûte » beaucoup plus en vies humaines :

— la tuberculose atteint ici 5 fois le taux national moyen,

— la mortalité infantile est deux fois et demie plus élevée que la moyenne nationale,

— les familles des courées « coûtent » d'ailleurs cinq fois plus de prestations sociales que les familles bien logées. En moyenne, l'habitant des courées est absent de son travail, pour maladie, sept fois plus qu'un travailleur bien logé.

Il est évident que par suite de ce processus, on assiste à une ségrégation générale des prolétaires, à la formation de ghettos d'étrangers, au développement de maladies telles que la tuberculose ou le rachitisme, à l'apparition de troubles sociaux, en particulier la délinquance juvénile.



D.R.

A ces faits accusateurs, le patronat répond qu'il existe un ensemble de plans de logements (d'ailleurs en grande partie financés par l'obligation légale d'investir 1 % de la masse salariale) qui permettent la création d'immeubles modernes. Mais ceux-ci, s'ils représentent un investissement immobilier sans nul doute intéressant, ne peuvent à cause de leur loyer élevé être accessibles à la grande masse des prolétaires. De plus, ces plans de rénovation ne prévoient aucune infrastructure sociale, envisagent un minimum de terrains de jeux pour enfants, ne réservent aucun stationnement protégé pour les voitures sinon celui, payant, qui se trouve aux sous-sols des immeubles. Face à cette situation lamentable, tous les meetings, toutes les démonstrations publiques n'ont, comme d'habitude, abouti qu'à des promesses.

Cependant, il n'y a pas lieu d'être inquiet. Les responsables baignent dans l'optimisme et cela permet à M. Philippe Dechartre de se réjouir de la sagesse de ce bon peuple. □

L'agonie de la recherche scientifique

Anne-Marie Lefranc

« Le budget de la recherche scientifique est un budget de récession, sinon de crise. Comme il succède à un budget déjà en régression, on peut se demander si le gouvernement n'accepte pas délibérément l'effacement sinon la démission de notre pays en matière de science et de technologie. » Prononcé le 6 novembre à l'Assemblée Nationale, ce réquisitoire ne vient pas d'un oppositionnel, mais d'un des rapporteurs, UDR, M. Herzog ! On ne saurait mieux dénoncer les conséquences de la politique (ou plutôt de la non-politique !) adoptée par le gouvernement en matière de recherche scientifique.

M. Ortoli, ministre du Développement industriel et scientifique (un développement à l'envers, sans doute ?) s'est défendu mollement. Attendez que nos finances se portent mieux, a-t-il dit en substance, et l'effort reprendra. Comme si dans la recherche l'on pouvait repartir après avoir régressé !

Sous le masque de l'austérité

D'ailleurs, ici comme en d'autres secteurs, l'austérité a bon dos pour justifier un démantèlement du secteur public et son transfert progressif au secteur privé.

Les travailleurs du C.E.A. (Commissariat à l'Energie Atomique) l'ont bien compris. Ce même jeudi 6 novembre, ils répondaient massivement (entre 50 % et 95 % selon les centres) à l'ordre de grève lancé par la CGT, la CFDT et FO. A Saclay, cinq d'entre eux poursuivaient la grève de la faim qu'ils avaient commencée dix jours plus tôt pour protester contre le licenciement de 98 femmes de ménage et de trois travailleurs « en régie » (c'est-à-dire « loués » à des entreprises extérieures).

Un prélude aux 2.000 à 3.000 licenciements qu'entraînera inévitablement une brutale réduction de crédit. Le budget du CEA est en effet l'un des plus atteints par les réductions puisqu'il passe de 1.945 millions en 1969 à 1.827 millions en 1970 ; compte tenu des augmentations de salaire et des effets de la dévaluation, cela représente en fait une diminution de 15 %.

Soumission aux intérêts privés

Quels secteurs affectera-t-elle ? Les travailleurs du CEA n'en sont pas encore informés. Mais ils savent que, prenant prétexte du relatif échec économique des centrales nucléaires mises au point par le CEA, le gouvernement médite de « réorganiser » l'ensemble du Commissariat pour le « rentabiliser ». Au début du mois d'octobre, M. Ortoli a été plus explicite qu'à l'Assemblée, en déclarant que le CEA devait devenir un institut de technologie avancée au service de l'industrie. Encore une fois, un organisme

public, financé par tous les contribuables, sera asservi aux seuls besoins de l'industrie.

Un abandon favorable à l'impérialisme américain

Dans ce contexte, l'abandon de la « filière » de centrales nucléaires mises au point par le CEA, sert de poudre aux yeux pour justifier le démantèlement de cet organisme. Car les études sur les centrales n'occupent que quelques centaines de personnes sur les 30.000 travailleurs du CEA. Mais tous se sentent maintenant menacés par le discrédit que le gouvernement jette sur leur organisme et par l'absence d'objectifs scientifiques. Ce qui est grave, ce n'est pas que l'on construise quelques centrales atomiques sous licence américaine, c'est que, en détruisant l'un des meilleurs centres de recherche fondamentale, on condamne la France à être, d'ici quelques années, entièrement soumise à la science et à la technologie étrangères. C'est-à-dire à l'impérialisme américain. C'est cette politique que les grévistes du CEA ont condamnée, en même temps qu'ils défendaient leur droit à l'emploi. □

Lettre ouverte à Monsieur Chaban-Delmas

Les grévistes de la faim de Saclay ont adressé au Premier ministre une lettre.

T.S. est le seul journal — au moment où nous mettons sous presse — qui ait publié ce document.

Saclay, le 3 novembre 1969

Monsieur le Premier ministre,

N'ayant pas eu connaissance de réaction de votre part à la lettre que nous vous avons adressée la semaine dernière, nous avons pris la décision de vous envoyer cette lettre ouverte pour vous préciser à nouveau les motifs de notre action.

Le Directeur du Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay a annoncé, dès juillet 1969, qu'il réduirait les crédits réservés au nettoyage du Centre de deux millions de francs, ce qui entraînerait le licenciement d'environ 100 femmes de ménage. Parmi celles-ci, un certain nombre, incapables, du fait de leur âge et de leur lieu d'habitation, de retrouver un emploi, seront réduites à la misère, avec des allocations d'environ 100 F par mois (essayez, M. le Premier ministre, d'imaginer ce que cela signifie). Ce simple fait est scandaleux ; que dire alors quand on le rapproche des constatations suivantes :

— La « fonte naturelle » du personnel de nettoyage est d'environ 65 par an. En un an et demi

Les objectifs de la grève

« La journée du 6 novembre doit donner tout son sens à notre action.

Nous ne pouvons pas accepter que 20 ans d'études, de recherches, de réalisations soient supprimés, nous exigeons une véritable politique nationale de la recherche et de l'industrie, une définition précise des missions et des programmes du C.E.A., une réorganisation démocratique de l'entreprise.

Nous ne pouvons pas accepter que plusieurs milliers de licenciements soient annoncés au Comité national du 12 novembre, alors que l'administration refuse toute discussion sur les problèmes de fond : nous exigeons la reconversion des travailleurs des secteurs en baisse d'activité, après un examen sérieux de l'ensemble de la situation et la consultation des organisations syndicales.

Nous ne pouvons pas accepter que l'administration, ne voulant pas avouer son incapacité à résoudre les vrais problèmes, essaye de faire la preuve de son autorité en maintenant sa position sur le licenciement scandaleux des femmes de ménage, ne respecte pas l'Accord-Cadre lorsqu'il s'agit d'attaquer des militants syndicalistes des entreprises extérieures, frappe de sanctions les grévistes de la faim et n'hésite pas à faire appel à 250 gendarmes mobiles pour les expulser du Centre, ainsi que six délégués syndicaux, enfin, refuse de réunir le Comité d'établissement pour discuter clairement des problèmes de gestion et de leurs conséquences.

La journée de jeudi est une preuve à laquelle ne se tromperont ni l'administration, ni le gouvernement, Saclay n'est plus seul, les organisations syndicales ont appelé à la grève l'ensemble des Centres du C.E.A. le jour même où le budget de la Recherche est en débat à l'Assemblée nationale.

Nos objectifs sont clairs, nous demandons :

- une véritable politique nationale de la Recherche,
- la définition des missions et des programmes au C.E.A., et d'objectifs assurant la garantie de l'emploi,
- le droit au travail pour tous, y compris les femmes de ménage,
- pas de licenciements, mais une reconversion des travailleurs des secteurs en baisse,
- le respect de l'Accord-Cadre et l'arrêt de la répression, en particulier en ce qui concerne les entreprises extérieures,
- pas de sanctions pour les grévistes de la faim.

Nos 5 camarades grévistes de la faim en sont aujourd'hui au 10^e jour de grève pour soutenir notre action.

La journée de jeudi est déterminante, tous les travailleurs de Saclay doivent en avoir conscience et y participer. »

C.F.D.T., C.G.T., C.G.T.F.O.

une réduction d'effectifs de l'ordre de grandeur de celui qui est actuellement imposé par l'Administration aurait donc pu être réalisée sans problèmes.

— L'Administration s'est refusée à discuter véritablement avec les organisations syndicales, les moyens de réduire les coûts d'une gestion qui est loin d'être parfaite et d'obéir aux conceptions les plus modernes.

— Certains contrats passés entre le CEA et des sociétés privées sont particulièrement avantageux pour ces dernières :

Ainsi les contrats dits 50/50 partagent les frais de mise au point de procédés ou d'appareillages nouveaux entre le CEA et l'industrie, mais les bénéfices éventuels de l'opération sont réservés à l'industrie.

Ainsi, certains contrats forfaitaires sont particulièrement avantageux pour les industries privées ; l'un de ceux-ci lie le CEA à la Société Infratome pour le transport et le stockage de déchets radioactifs.

— Alors que la somme nécessaire au maintien en fonction de 100 femmes de ménage est de 2 millions de francs par an, chaque année, 12 millions de francs sont affectés par le CEA aux indemnités kilométriques, versés à ses agents ; or, dans la plupart des cas, des indemnités correspondent à un salaire déguisé non imposable, et d'autant plus important

que leurs bénéficiaires sont haut placés dans la hiérarchie.

Par ailleurs, tous les efforts de négociation avec l'Administration sur les problèmes des licenciements en question se sont avérés vains. Notre décision nous a donc paru la seule possible et nous l'avons prise comme hommes et comme militants. Nous avons été renforcés dans notre conviction par l'exclusion honteuse et scandaleuse de trois militants syndicaux hors du Centre de Saclay. Dans le cas de l'un d'entre eux, on a été jusqu'à lui arracher des mains son laissez-passer.

Aucune justification sérieuse n'a été donnée à ces mesures. La raison profonde est que l'on veut se débarrasser d'éléments indociles.

Nous nous permettons de vous poser la question suivante : les mesures que nous avons décrites sont-elles les prémices de la « Nouvelle Société » ?

Nous vous posons publiquement cette question en l'absence de réponse de votre part à notre première lettre, mais aussi à cause des consignes de silence auxquelles obéissent d'évidence certains journaux écrits ou parlés.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Serge BOISLIVEAU. — Bernard GONEL. — René MOUHOT. — Hervé NIFENECKER. — François de la PLAZZA.

LA RÉFORME DE LA S.N.C.F.

La remise en ordre proposée le 17 octobre dernier, M. Mondon l'a définie de la façon suivante : « Meilleur rendement des moyens mis ou à mettre en œuvre pour offrir au pays des services plus efficaces et moins coûteux. » Pour le ministre cela implique trois axes :

- A) « La responsabilité complète de leur gestion à toutes les entreprises publiques, soit pour la S.N.C.F. » :
- possibilité pour la direction S.N.C.F. de fixer elle-même ses tarifs ;
 - droit de procéder à toutes les réorganisations structurelles jugées utiles ;
 - contrôle réduit de l'Etat sur les investissements de la S.N.C.F.
- B) « Le rétablissement de l'équilibre financier » c'est-à-dire :
- une normalisation des comptes : l'Etat respectera (après l'avoir négligé pendant des années) les clauses suivantes :
 - versement d'une contribution pour les charges de retraités ;
 - réorganisation des charges impliquées dans le budget S.N.C.F. par le régime particulier de Sécurité Sociale (Caisse de prévoyance) ;
 - multiplication par dix de la contribution due pour le gardiennage des passages à niveau.
 - une augmentation des versements pour obligations de service public (transports omnibus non supprimés, entretien de moyens excédentaires) ;
 - une contribution de l'Etat à la S.N.C.F. pour les charges d'infrastructures. Grâce à ces mesures le déficit devrait être résorbé en 1974 avec l'aide de quatre subventions annuelles d'équilibre fixée actuellement à 766 millions de F.
- C) « Une augmentation de la rentabilité des chemins de fer » :
- Pour ce faire la direction de la S.N.C.F. et le ministre proposent :
- une réduction des effectifs (qui passeraient de 330 000 actuellement à 270 000 en 1973 par le jeu du non-remplacement des départs à la retraite) ;
 - un programme de modernisation, selon les termes de M. Mondon : « Il faut s'orienter vers le seul développement des activités économiquement saines. » C'est-à-dire la suppression des lignes non rentables



Elie Kagan

L'offensive du capital

Jean-Yves Romo

Pendant qu'Albin Chalandon faisait des jeux de mots sur Giscard d'Estaing et développait l'idée de « désétatisation » du secteur public, un nombre très réduit de députés débattaient de la réforme de la S.N.C.F. Dans un débat sans vote, le ministre des Transports, M. Mondon, a répondu à des arguments démagogiques (députés UDR, PDM et SFIO défendant leurs fiefs locaux). Personne n'a posé les vrais problèmes de la politique des transports développée par les gouvernements gaullistes.

Pour faire patienter les cheminots et repousser un peu plus loin les inquiétudes devant la réforme, la Direction SNCF décidait le 22 octobre d'offrir 90 F à tous les employés sur la solde de novembre et pour ce mois uniquement. Mais les syndicats de cheminots restent méfiants. Les menaces de licenciement contenues dans les textes font beaucoup parler. La réforme de la SNCF n'est en fait qu'une dénationalisation déguisée sous des aspects modernistes.

La S.N.C.F. avant la réforme

Dans le système capitaliste, le service public se substitue au service privé quand ce dernier ne veut plus assurer des fonctions économiques vitales. Le système capitaliste a besoin d'un important équipement en moyens de transports. Le moyen de se l'assurer au moindre coût, c'est de le faire payer à la collectivité en disant :

- Les investissements sont trop lourds.
- Les risques financiers sont trop grands.
- Les profits à court terme sont trop faibles.

Ce sont ces raisons qui ont présidé en 1937 à la création de la SNCF. On a « nationalisé », « rendu d'intérêt public » les anciennes compagnies privées qui contrôlaient le réseau ferroviaire français.

L'Etat a garanti aux anciens actionnaires des dividendes cons-

tants quels que soient les résultats d'exploitation. En cas de déficit, ce sont donc les contribuables qui paient les anciens patrons. Or, l'Etat-patron a été incapable d'organiser harmonieusement le transport. Les frais généraux entraînés par le fonctionnement du système sont donc reportés sur la collectivité. Lieu privilégié où convergent les pressions exercées par les différentes entreprises de transport, l'Etat a renoncé à trancher. Le quasi-monopole de la SNCF sur le transport des marchandises fut un paravent au développement rapide des transports par route.

C'est quand la situation est devenue incontrôlable du fait de sa complicité que l'Etat commence à réfléchir sur les mesures à prendre. En fait après avoir favorisé le développement du secteur privé, contre le secteur public, le gouvernement prétend régler un conflit entre l'un et l'autre. Ce prétendu souci d'arbitrage a été le sens du rapport Nora. Ce rapport qui mettait essentiellement l'accent sur le problème de la gestion des

services publics disait en substance :

Rééquilibrer le budget de la SNCF est nécessaire.

Il faut envisager la liberté de gestion de la direction SNCF, c'est-à-dire la liberté de fixer des tarifs, donc de les élever.

Il faut faire des investissements « rentables et efficaces ».

Il faut diminuer le nombre des cheminots.

Il faut réduire la desserte omnibus d'un tiers (10.000 km sur 29.000).

Ce rapport fut dénoncé en son temps par les cheminots du PSU (Rencontre nationale des cheminots PSU du 23 février).

La Direction de la SNCF s'est faite partie prenante de ces changements tout en invitant les syndicats à y réfléchir dans des tables rondes tripartites. Mais ces réunions n'ont guère modifié la volonté de l'Etat-patron. Les syndicats ont certes défendu l'outil et les conditions de travail et la notion de Service public, mais leur rôle s'est strictement limité à cela.



A.D.N.P.

Les propositions du rapport Nora ont donc presque toutes été reprises par le ministre Mondon avec la complicité des technocrates de la Direction SNCF.

La réforme de la SNCF peut donc se résumer ainsi :

- L'Etat paiera plus cher à la SNCF les services qu'elle rendait à la collectivité.

- En contrepartie, la SNCF devra supprimer une partie de ces services jugés non rentables (lignes omnibus et certaines lignes de marchandises).

- Mais elle aura le droit de réagir comme une entreprise privée dans un système de transport où la concurrence règne avec comme seule base le profit, au mépris des choix essentiels du pays.

Quand M. Mondon dit qu'il est contradictoire de critiquer le déficit de la SNCF et de voir dans la réforme des mesures de dénationalisation, il se trompe volontairement : le déficit de la SNCF provient en effet de la négligence par l'Etat de tous les services publics mis au service de la collectivité. Par contre, la réforme ne néglige pas du tout la notion de rentabilité, c'est-à-dire de profit. Ce profit sera, bien sûr, pris sur le travail des cheminots. La réforme est donc incohérente

quant à ces choix pour l'avenir des transports...

Dénationalisation : Le besoin de rentabilité

Le ton moderniste et réformateur des textes officiels cache la démolition du secteur public :

Après avoir nationalisé les pertes pour mieux individualiser les bénéfices, le gouvernement change de tactique. Il s'agit maintenant de soustraire à l'Etat les activités qui pourraient être source de profit :

- Pour la SNCF, cette tactique se traduit dans ce qu'on appelle dans le texte de la réforme le plan de « modernisation ». Il s'agit pour le gouvernement de supprimer la desserte en surface, de fermer des lignes, de « transférer » des lignes omnibus aux transports routiers et d'abandonner certaines activités aux entreprises privées.
- Tout ce qui est rentable socialement (lignes maintenues pour donner vie à une région, services rendus aux voyageurs alors que les routes sont sursaturées) est purement abandonné.
- Tout ce qui est rentable à court terme et source de profit est privilégié : desserte rapide de

grandes villes industrielles où les entreprises privées bénéficient déjà d'un environnement favorable.

- Création et amélioration de lignes très rapides et directes réservées le plus souvent aux voyageurs de 1^{re} classe sur des trajets où le train pourra concurrencer l'avion.

La soi-disant « décentralisation » de certains services administratifs se fait à Marseille et Strasbourg ; c'est-à-dire des villes déjà très bien équipées et où l'arrivée de la SNCF n'est guère susceptible que de saturer le secteur tertiaire un peu plus.

La suppression de la tarification obligatoire permettra à l'entreprise concurrentielle que sera la SNCF en 1974 de se couvrir aux yeux de l'opinion en disant : « L'Etat ne nous subventionne plus. Donc, nous augmentons les prix ». Par contre, rien n'a encore été prévu pour faire sauter le verrou des tarifs préférentiels à certaines entreprises, pour que des contraintes imposées dans des grandes villes par des voies arrivant directement dans des entreprises soient supprimées.

Ces conséquences à long terme de la réforme ne doivent pas cacher les conséquences directes pour les travailleurs.

Certes, la réduction d'effectifs de personnel se fait par le non-remplacement des départs à la retraite. Mais sous cette mesure on voit pointer une conséquence immédiate.

Dans les secteurs directement productifs de la SNCF (voies et bâtiments, matériels et traction), une amélioration même très grande des techniques a maintenant ses limites : l'automatisation absolue est impossible. Donc la suppression de personnel entraîne un regain de travail pour l'effectif subsistant. De nombreux militants syndicaux se sont aperçus de ce problème et notamment au travers du regain des accidents de travail dus à l'accélération des cadences. C'est en ce sens que la grève des roulants avait une grande signification.

Dans les secteurs administratifs et commerciaux, il apparaît que les postes de décision appartiennent toujours à des hommes qui contribuent à maintenir une bureaucratie hiérarchisée et un régime quasiment militaire. Les revendications de primes hiérarchisées, récemment avancées par



D.R.

la FAC (Fédérations autonomes de cadres) s'intègrent exactement dans ce système de privilèges dus au rang, à l'échelle.

La future réorganisation de la SNCF en vingt et une régions ne sera qu'une déconcentration qui ne mettra pas en cause la rigidité du système et son absence de démocratie.

La réorganisation financière, la priorité donnée à des investissements coûteux se feront, d'autre part, sentir sur le niveau des salaires donnés aux cheminots. Ils doivent donc se préparer à des luttes dans les années à venir, de même qu'ils devront contester la finalité politique et sociale de la réforme.

La SNCF, dans les quatre années à venir, sera amenée à abandonner ce qui faisait d'elle une entreprise au service du public avec ce que cela comporte de coûts sociaux (bien que l'Etat ne les ait jamais couverts en totalité). Les cheminots le comprennent au travers de la réorganisation actuellement en cours. Ils savent que le but du gouvernement et de la Direction de la SNCF n'est pas de faire que le travail serve à la collectivité. Ils commencent déjà à s'apercevoir que les cadences augmenteront. Or, dans le système actuel, augmentation de la productivité signifie plus grande exploitation des travailleurs. Les cheminots du PSU, il y a six mois, invitaient tous les cheminots à se joindre à eux pour donner à leur lutte des objectifs de transformation socialiste des transports. Ils renouvellent cet appel aujourd'hui devant l'offensive du gouvernement et du capitalisme.



Elie Kagan

VE *économique*

Le budget 1970 est l'image de la majorité

Rémy Grillault

La discussion du budget du gouvernement vient de commencer. Comme d'habitude, le Parlement ronronne tranquillement et le débat portera sur des aménagements de détail.

Le budget de 1970 mérite pourtant qu'on lui prête attention. Après les arbitrages rendus par le Premier ministre entre Valéry Giscard d'Estaing et ses collègues dépensiers, il ne représente certes qu'une solution de compromis. Mais il rend très exactement compte des contradictions qui existent au sein de la majorité et témoigne, plus que jamais, du caractère de classe de la politique gouvernementale.

L'équilibre selon Giscard

Comme sous Poincaré, l'équilibre budgétaire est à nouveau posé en dogme. Il s'accompagne aujourd'hui d'un autre postulat : la dépense publique doit croître moins vite que la production nationale.

Il ne s'agit pas seulement d'une règle abstraite d'orthodoxie financière. Cette année, comme en 1963 avec le même Giscard, derrière le mythe de l'équilibre se cache une politique précise, celle du plan de « redressement ». Comprendons du plan d'austérité.

L'accroissement des dépenses budgétaires par rapport à la loi de finances précédente avait été de 16 % en 1969, il ne sera que de 6 % en 1970. En réalité, le budget de 1970 traduit une volonté claire de stagnation des dépenses publiques : la part des dépenses publiques dans la production nationale qui augmentait régulièrement ces dernières années, va tomber de 24,5 % en 1969 à 23,3 % en 1970. Les conséquences de cette politique sont claires :

● L'Etat entend donner au patronat l'exemple de l'austérité en matière de salaires. Pour ses agents et notamment pour les catégories les plus exploitées du

« personnel d'exécution », les promesses de rattrapage des rémunérations et de reclassement hiérarchique seront cette année encore sacrifiées à « l'intérêt général ».

● Les investissements de l'Etat et les équipements collectifs connaîtront en 1970 une régression : les crédits ouverts sont de 24,1 milliards pour 25,4 l'an dernier.

Pour le gouvernement au moins, cet équilibre n'est donc qu'une politique de facilité. Du côté des dépenses, il s'est empressé d'élaguer ce qui pouvait l'être sans difficultés immédiates : les programmes d'équipement. Du côté des recettes, il n'a eu qu'à recueillir les fruits de la politique de fuite en avant du gouvernement Couve de Murville. En effet, les accords de Grenelle, en augmentant le niveau des salaires ont amélioré le rendement de l'impôt progressif sur le revenu. Dans le même temps, les aides très généreusement octroyées aux entreprises (subventions, dégrèvements fiscaux, prêts) pour faire face à des charges salariales accrues, leur ont permis de réaliser des profits exceptionnels en 1969. Les rentrées fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés se sont ainsi fortement accrues. Enfin, du fait de la fuite devant la monnaie et de l'accroissement rapide des dépenses de consommation, le fisc a également vu croître les ressources issues de la T.V.A.

Dépenser moins et laisser augmenter les impôts : la recette est celle de tous les gouvernements conservateurs. Ainsi l'équilibre est doublement supporté par les travailleurs : une première fois par une restriction des dépenses publiques et plus particulièrement des investissements collectifs (Santé, Education nationale...); une seconde fois par le simple jeu du système fiscal en place qui frappe essentiellement les revenus et la

consommation des salariés. (Cf. tableau ci-dessous).

Le profit selon Chalandon

Outil de classe, le budget de 1970 ne l'est pas seulement par son caractère déflationniste et anti-social. Il témoigne également de la sujétion croissante de l'appareil d'Etat aux intérêts des formes les plus avancées du capitalisme financier.

Certes, quelques nostalgiques tentent de défendre le rêve de la technocratie gaulliste d'un capitalisme national fondé sur un interventionnisme actif de l'Etat. On sait leur opposer ce qui est devenu l'unique règle de l'action gouvernementale : la rentabilité.

Dans l'administration, on l'appelle avec scientisme « rationalisation des choix budgétaires ». Sous le couvert d'un réexamen, souhaitable il est vrai, des modes d'organisation et de fonctionnement des services publics, il s'agit à long terme de généraliser à l'ensemble des choix collectifs des critères fondés sur une comparaison étroitement quantitative des « coûts » et des « avantages ».

Ce même souci de rentabilité conduit déjà à subordonner systématiquement l'action de l'Etat à la maximisation du profit privé. L'étape des faveurs fiscales et des « primes » est dépassée. Chalandon avec les autoroutes, Galley avec le téléphone, s'apprêtent à brader des pans entiers du service public aux intérêts capitalistes. Chaban a même inventé un Institut de Développement Industriel, société privée créée sur initiative de l'Etat, dotée de capitaux publics mais gérée selon des critères « privés » par des hommes du privé !

Les techniques sont plus ou moins subtiles, l'objectif reste clair : ouvrir aux intérêts capitalistes de nouveaux champs de spéculation en leur assurant des taux de profit inégalés. L'Etat, pour sa part, conservera les services et les équipements qui, par nature, ne peuvent être « rentables » tout en voulant leur imposer sa mystique de l'équilibre financier. Les récentes « réformes » des entreprises publiques ou de la Sécurité sociale témoignent de cette conception bien particulière du service public.

Le "social" selon Chaban

Le régime ne peut cependant oublier la fragilité de son assise sociale. Sa démagogie habituelle à l'égard des « catégories les plus défavorisées » le conduit au saupoudrage des crédits « sociaux » :

● Majoration de l'allocation - vieillesse et des allocations familiales,

● Contribution de l'Etat à l'assurance maladie des non-salariés,

● Exonération de T.V.A. pour 100.000 petits contribuables,

● Un demi-milliard pour les rapatriés en 1969-70.

On le voit, cette politique d'aumônes sait choisir sa clientèle. La politique à l'égard de l'Education nationale est d'une inspiration voisine. Cette année, les crédits de l'enseignement croîtront de 12 %, ceux de la formation professionnelle de 16 % : la peur du « désordre » universitaire rejoint heureusement les exigences professionnelles du système capitaliste...

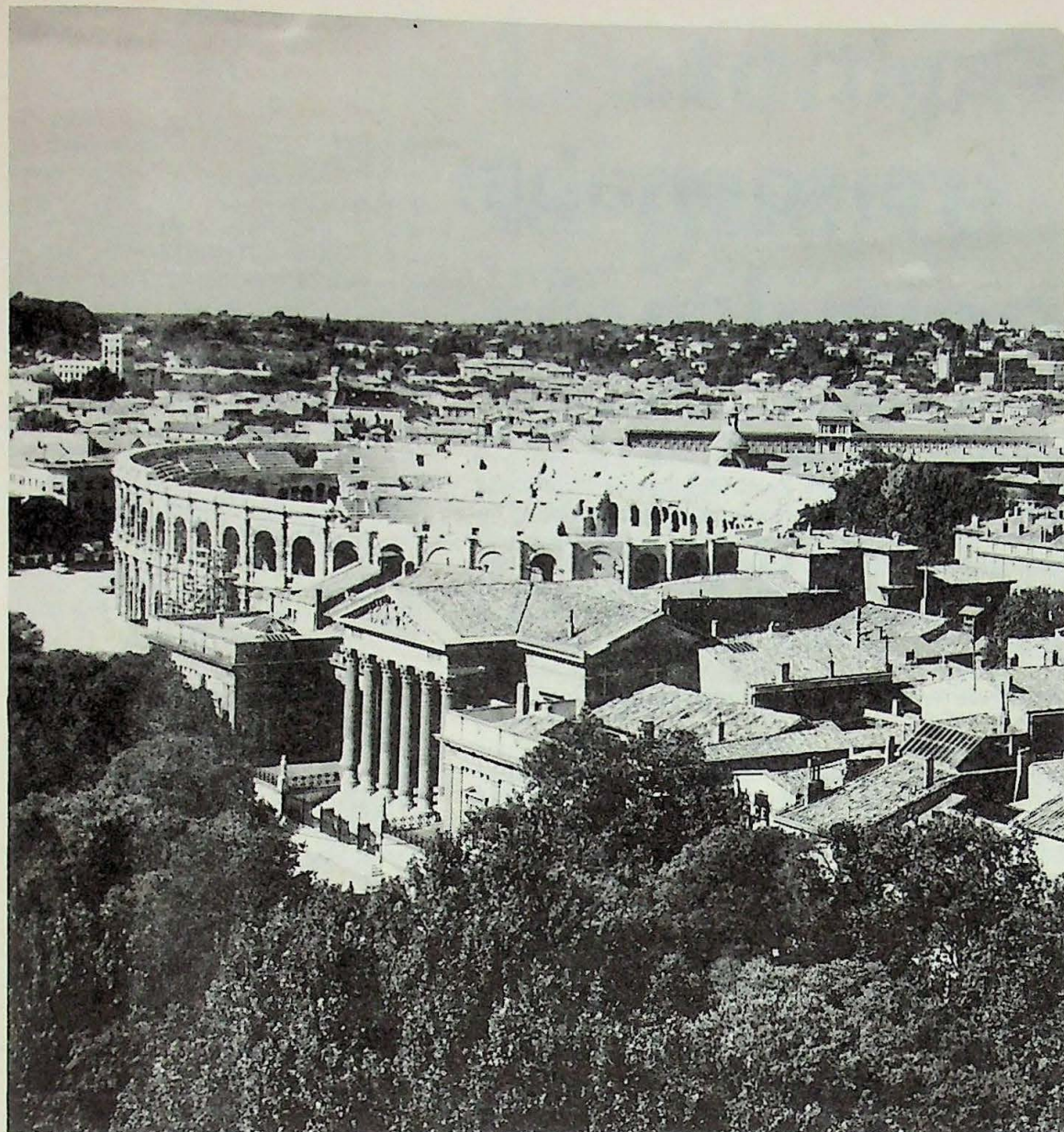
De l'examen du budget de 1970, on retiendra deux conclusions :

● Même d'un point de vue de pure gestion capitaliste, il représente une politique d'une efficacité douteuse. Pour « défendre la monnaie », l'austérité budgétaire a des vertus déflationnistes certaines mais qui n'agissent qu'avec retard. En outre, par sa politique de compression des crédits, notamment à l'égard des entreprises publiques et de la Recherche, le gouvernement se prive des moyens de remédier en profondeur au vieillissement de l'appareil industriel.

● Cette impuissance de la politique économique reflète les contradictions sociales du régime. Prisonnier de son assise sociale représentative des couches moyennes, il ne peut aller au bout de la politique de déflation brutale par laquelle le capitalisme français pourrait dans l'immédiat éviter l'échec de la dévaluation. En outre, sa soumission aux intérêts monopolistes le contraint à abdiquer ses responsabilités à plus long terme à l'égard du développement économique et à accepter pour celui-ci la voie d'une intégration délibérée au capitalisme financier international. □

Évolution comparée des différents impôts

	1968	1969	1970
	En milliards de francs		
— Impôts directs	23,2	27,5	30,4
— dont impôt sur le revenu	20,2	24,6	28,3
— Impôts sur les sociétés	8,9	8,0	12,9
— Versement forfaitaire sur les salaires	2,0	2,5	3,1
— Autres impôts directs	1,5	2,3	3,3
— T.V.A.	53,9	69,2	72,8
— Droits douane	11,7	12,0	13,7
— Impôts sur la fortune (timbres - Bourse) ...	7,1	8,6	10,0
TOTAL	116,1	138,1	154,5



Roger Viollet

Récidive fasciste

La presse nationale a suffisamment parlé de « l'affaire Verdeil » pour qu'il ne soit pas nécessaire de revenir précisément sur le cas de ce jeune et brillant professeur. Rappelons simplement que Jean Verdeil, récemment accusé d'« organisation de fumerie de stupéfiants » a été arrêté puis mis en liberté provisoire en attendant que la récente loi sur la drogue puisse lui être appliquée. On saisira toutefois l'embarras du juge d'instruction quand on saura que le seul tort de Verdeil est d'avoir accepté de fumer une ou deux cigarettes sans dénoncer le jeune qui les lui a offertes.

Mais ce qui est grave en cette affaire, c'est qu'à travers les inculpés la répression cherche à viser l'ensemble des militants lycéens et enseignants les plus dynamiques, tous ceux qui

cherchent à remettre en cause les structures actuelles de l'enseignement.

Ceux-ci ont réagi, et le 22 octobre, de nombreux Nimois se retrouvaient autour de Daniel Guérin à l'appel du « comité de soutien à Jean Verdeil » pour dénoncer l'hypocrisie de la répression. Nombre de nos camarades y participaient. Or dès le début de la réunion, ils ont retrouvé en face d'eux quelques vieux fascistes notoires, anciens de l'O.A.S. poussant une quinzaine de jeunes excités. Ceux-là même qui en décembre et janvier derniers avaient tenté en vain d'empêcher Barjonet, Sauvageot et Heurgon de s'exprimer à Nîmes. Mêmes personnages, mêmes méthodes, même échec. A moins que l'on considère comme un succès le fait d'être capable de traiter l'un de nos

camarades enseignant de « pourriture » et de « dévoyeur de notre jeunesse » !

Il convient également de noter le rôle joué par la presse locale, « Midi Libre » en tête, qui refusant de passer les communiqués de notre parti étale sur de multiples colonnes l'aspect fait divers de l'affaire. C'est ainsi que Jean Verdeil devient un dangereux trafiquant révolutionnaire. Et ceci est grave quand on sait que la presse nationale puise ses informations dans ces colonnes.

La riposte de notre parti est claire. Nous affirmons par voie d'affiches, de tracts et de journaux notre solidarité politique avec Jean Verdeil, et nous dénonçons ceux qui en refusant de s'attaquer aux causes de la drogue confondent remèdes et prisons ou information et scandale.

Les brutes protégées

Il ne se passe plus un jour à présent sans que la presse, la radio nous fassent part des inquiétudes de hautes personnalités, sur la vague de violence, de crimes, etc. et des mesures énergiques que prend la police contre ces méfaits.

Nous tenons donc à porter à leur connaissance un de ces méfaits restés impuni...

Fin avril, en plein Paris, un groupe d'une dizaine d'individus avec chiens policiers attaquait en pleine nuit un homme seul dans un café ; bilan de cette agression : perte de l'œil gauche pour l'homme agressé.

Or, bien que ces agresseurs aient été nominalement reconnus, 6 mois après, ils sont toujours en liberté et la police n'a pris aucune mesure à leur encontre. D'habitude, pourtant, celle-ci se montre plus prompte, nous l'avons vu souvent : Russier, Devaux. Si « notre justice » ne poursuit pas, il doit donc exister une explication. La voici :

Cette agression s'est produite le 25 avril 69, au café le « Royal Bleu », rue Lafayette dans le 9^e arrondissement de Paris. L'homme blessé : Jean-Pierre Speller était un militant ouvrier, travailleur à l'imprimerie Moriamé (où est imprimé « T.S. ») et membre d'un groupe révolutionnaire. Quant aux agresseurs : un commando de nervis U.D.R. qui colait des affiches pour le « oui »

au référendum et qui voulait donner un avant-goût de la participation gaulliste à un ouvrier qui s'accordait un moment de détente après son travail de nuit.



M. Gabriel Kaspereit.

La direction de ce commando était assumée par les deux fils du député U.D.R. local gaulliste de choc (promu depuis par Pompidou secrétaire d'Etat) Kaspereit.

M. Kaspereit parade toujours à l'O.R.T.F. et ses fils circulent en toute liberté dans l'arrondissement...

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
31.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Vietnam

Il ne s'agit pas d'être "raisonnable"

Jacques Rennes

« Que Nixon aille donc jusqu'au bout, qu'il mette vraiment en pratique sa politique de vietnamisation de la guerre ! Alors, nous sommes sûrs de l'emporter rapidement ! » Cette réflexion récente d'un Vietnamien proche des milieux révolutionnaires résume bien les contradictions de l'actuelle stratégie vietnamienne de la Maison-Blanche. Les dirigeants américains voudraient à la fois gagner la guerre, ne pas être trop critiqués chez eux, et ne pas voir les bilans de pertes s'alourdir. D'où l'idée de faire se battre des Vietnamiens contre d'autres Vietnamiens. Mais cette idée est inapplicable. Et c'est pourquoi Nixon devra ou bien sérieusement négocier avec les insurgés, ou bien laisser au Vietnam un important corps expéditionnaire, faute d'avoir à ses côtés un régime et une armée fantoches capables de faire la guerre pour Washington.

Les « oublis » de Nixon

Le 3 novembre, Nixon a choisi la guerre, rejetant tous les torts sur ses adversaires (américains et vietnamiens). Il a sans rire affirmé que Saigon et Washington voulaient sérieusement négocier, avaient fait un maximum de concessions, mais que les communistes bloquaient tout progrès aux négociations. C'est « oublier » que, lors des rencontres secrètes du printemps dernier, Cabot Lodge n'a avancé aucune idée nouvelle. C'est « oublier » que le même Nixon avait plusieurs fois déclaré qu'une éventuelle réduction des infiltrations nordistes au Vietnam du Sud serait prise en considération ; les services de renseignements américains signalèrent pareille réduction... sans que Washington modifie d'un pouce sa position, bien au contraire. C'est « oublier », comme le déclarait en fin de semaine dernière un ancien sous-secrétaire d'Etat de Kennedy, que la Maison-Blanche n'a jamais demandé aux dirigeants de Hanoi ce qu'ils entendaient par « gouvernement de coalition ». C'est « oublier » que, alors qu'à Midway, en juin, Nixon signait un nouveau pacte de fidélité à Thieu, le gouvernement révolutionnaire provisoire insistait sur la nécessité d'établir des transitions, de former un « cabinet de paix » — solution « ouverte » qui permettait des accommodements.

Nixon a repris le 3 décembre les trop fameux couplets sur la « théorie des dominos » : si le Vietnam « tombe », l'Asie du Sud-Est suivra. En un sens, Nixon a raison : tout se tient dans la région... puisque l'Amérique, tout en massacrant les Vietnamiens, recouvre d'un tapis de bombes les zones libérées du Laos.

maintient ses grandes bases et ses services de tous ordres en Thaïlande, et, par des moyens financiers et économiques divers, joue un rôle qui n'est pas négligeable dans des pays comme les Philippines et l'Indonésie. Mais sans doute Nixon a-t-il « oublié » qu'en juillet, en visite dans la région, il avait parlé de « l'Asie aux Asiatiques ». Il est vrai que pour lui le général Thieu représente l'Asie, et Tehang Kai-chek, la Chine.

Le F.N.L. à l'offensive

Mais l'Asie est aussi représentée, qu'il le veuille ou non, par les combattants du Front national de libération. Ces derniers, après une « pause » des combats dont on saura plus tard si elle fut « technique » ou politique, repartent à l'offensive. Ils s'en prennent surtout depuis une semaine aux fantoches, pour bien prouver que la politique dite de « viet-

namisation » ne paiera pas. Ils ont pénétré, dans le Delta, dans le P.C. des « marines » fantoches, mettant en pièces la garnison. Ils encerclent des postes sur les Hauts-Plateaux et recommencent à se présenter dans la périphérie de Saigon. Dire que, à ces occasions, les fantoches se battent seuls est faux ; ils ont l'appui de l'aviation et de l'artillerie américaines, ce qui n'est pas négligeable. Ils sont encadrés par des « bérets verts », armés et financés par les Etats-Unis. Déjà, à ce niveau d'analyse, la « vietnamisation » est une farce. Il est, d'autre part, certain que, si les insurgés augmentent leur pression, les Américains ne laisseront pas leurs « alliés » se faire massacrer et dégarnir de grandes régions.

D'ailleurs, Nixon et Cabot Lodge ont averti Hanoi qu'une sérieuse augmentation du rythme des combats serait suivie de représailles.



américaines ; ce qui revient à avouer que la vietnamisation — la vraie — demeure du domaine du mensonge et du mythe. Mais Nixon doit tenir compte chez lui de cette « rue » qu'il affecte de mépriser ; il est donc contraint de faire croire qu'il veut la paix...

Refaisant sans cesse l'histoire, celle de leur engagement en Asie en particulier, les milieux dirigeants américains sont contraints de présenter une analyse fautive de la situation, car tout réexamen de leur politique — celle de Kennedy, de Johnson, comme de Nixon — en reviendrait à remettre en cause plus qu'une « erreur de tir », mais tout l'ensemble des interventions impérialistes des Etats-Unis dans le monde.

C'est pourquoi le Vietnam est un test. Si Nixon veut éviter d'être le premier président américain à avoir subi une défaite politico-militaire, c'est moins par amour-propre personnel que par prise de conscience de l'importance clé du Vietnam dans l'histoire des luttes de libération contre l'impérialisme occidental et surtout contre sa pièce principale. Il faut avoir en tête cette donnée fondamentale pour saisir les péripéties en apparence de peu de valeur de la Conférence de Paris sur le Vietnam. Dans sa réponse au discours de Nixon comme dans un récent article publié à Hanoi, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam n'a pas manqué de souligner ce fait capital. Analyse qui va plus loin que celle faite par Podgorny à Moscou, qui regrette simplement que les dirigeants américains ne fassent pas preuve d'« une attitude raisonnable ». Comme s'il s'agissait de « raison » et de simple morale... Les plus politisés des jeunes Américains qui organisent le « moratoire » ont d'ailleurs bien compris que l'enjeu est tout autre pour leur pays et son système.

Thieu et son arrière-pays

Leur action, ainsi que toutes les manifestations anti-impérialistes en Occident, n'éclipsent pas le rôle essentiel joué par les combattants du F.N.L. Mais elle ne peut que mettre Nixon dans une position difficile : celle de l'isolement chez lui. De même à Saigon, les proclamations des partisans de la « troisième force », malgré leurs ambiguïtés, leur manque de réalisme à long terme, ont leur utilité dans la mesure où elles contribuent à isoler un peu plus la clique de Thieu et de Ky de la population urbaine — la population rurale étant depuis longtemps acquise dans la grande majorité aux thèses des insurgés. Thieu, dit-on, était fort déprimé avant le discours de Nixon : les choses allaient mal pour lui sur le plan politique local. La déclaration de guerre de son maître l'a soudain ragaillardé et l'a poussé à prendre à partie ses opposants modérés. La clique de Saigon a décidé grand besoin pour survivre de son arrière-pays, qui n'est pas le Delta du Mékong, mais le district de Columbia, capitale Washington. Parler dans ces conditions de « vietnamisation » de la guerre en revient à donner un nouveau nom de baptême à l'agression américaine. □

Brésil

Le temps de la guerre révolutionnaire

Carlos Marighela est mort, abattu par la police. Il était devenu l'homme à abattre pour le gouvernement brésilien, et une figure de légende pour le peuple. Il avait structuré l'A.L.N. (Action de Libération Nationale), que l'enlèvement de l'ambassadeur des Etats-Unis avait fait connaître mondialement.

Il avait adressé une lettre au peuple brésilien durant le mois d'août. Peu après, il complétait ses premiers écrits, et expliquait le rôle et la stratégie de la guérilla rurale.

Alors qu'on commençait à parler beaucoup de lui, Carlos Marighela écrivait :

« L'unité révolutionnaire de notre organisation se fait autour des principes stratégiques, tactiques et organiques et non pas autour de noms et de personnalités.

C'est cette identité de conceptions idéologiques, théoriques et pratiques qui fait que dans les divers coins du pays, des révolutionnaires isolés les uns des autres finissent par réaliser des actions qui font qu'ils sont identifiés comme membres d'une même organisation. »

Ces principes il les expliquait dans deux textes dont nous publions ci-dessous des extraits : un manifeste au peuple brésilien et un texte destiné aux guérilleros sur les principes et les questions stratégiques.

M.V.

Au peuple brésilien

En tant que partisans de la guerre révolutionnaire, nous y sommes engagés de toutes nos forces. La police nous dit terroristes et voleurs. Toutefois, nous ne sommes que révolutionnaires qui luttons, les armes à la main, contre la dictature militaire actuellement au pouvoir au Brésil et contre l'impérialisme nord-américain. (...)

Pour combattre la dictature et atteindre nos buts, il ne nous vient de l'extérieur ni armes, ni ressources financières.

Les armes sont obtenues ici même : nous les enlevons aux casernes et aux policiers. Nous avons aussi les armes apportées par les militaires révolutionnaires quand ils quittent l'armée de la dictature. Le capitaine Lamarca et les courageux sergents, caporaux et soldats qui l'ont accompagné quand il a quitté la caserne de Quitauna en sont un exemple.

Nous espérons que d'autres militaires continuent à en faire autant, pour le désespoir et la démoralisation des gorilles et le renforcement de la révolution.

Quant à l'argent, comme chacun le sait fort bien, les groupes révolutionnaires attaquent les banques du pays et exproprient ceux qui se sont enrichis en exploitant brutalement le peuple brésilien.

La légende de « l'or de Moscou, de Pékin ou de La Havane » est finie.

Les banquiers ne peuvent pas se lamenter sur la destination de leur argent car, rien que cette année, ils ont eu des profits de l'ordre de 90 millions de dollars. En même temps les employés de banque reçoivent le « salaire minimum » (28 dollars) ; pour gagner le double de ce misérable salaire ils doivent travailler pendant 25 ans. Quant au gouvernement il ne peut pas réclamer non plus : son ministre des transports, Andreazza, a un appartement de 220 millions de dollars. Il peut se le permettre, car il reçoit des « pourboires » des entreprises étrangères établies au Brésil.

**Œil pour œil,
dent pour dent**

La dictature nous accuse d'attentats personnels et d'assassinats et, cependant, elle a tué Edson Souto, Marco Antonio Bras de Carvalho, le « Escoteiro », Nelson José de Almeida, le sergent Lucas, Claudio de Souza Ribeiro et tant d'autres patriotes. Elle ne dit pas qu'elle soumet les prisonniers au « pau-de-arara », aux chocs électriques et à d'autres tortures qui feraient honte aux nazis.

Les moyens dont se sert la dictature pour opprimer et réprimer le peuple sont barbares et indignes, destinés à défendre les intérêts des militaires au pouvoir, des grands capitalistes, des grands propriétaires fonciers et de l'impérialisme nord-américain.

Par contre, les moyens dont se servent les révolutionnaires pour combattre la dictature militaire sont légitimes et inspirés par des sentiments patriotiques. Aucun homme d'honneur ne peut accepter la honte et la monstruosité du régime mis au point par les militaires au Brésil.

Nous répondrons œil pour œil, dent pour dent.

La lutte est commencée

La lutte est commencée. Après un an d'activités des groupes armés nous avons réussi à châtier l'ennemi : il pleure ses morts et, même sans le vouloir, reconnaît l'existence de la guerre révolutionnaire.

Dès le début de leur action les groupes armés ont exproprié les banquiers nationaux et étrangers et les entreprises d'assurance des banques, établissant le désordre dans le réseau bancaire brésilien. Ils ont exproprié les grands commerçants, les entreprises impérialistes, le gouvernement fédéral et les gouvernements départementaux.

Parmi les opérations des groupes armés, il y a l'héroïque action guérillera qui a libéré le sergent Antonio Prestes et les autres camarades emprisonnés dans le Pénitencier Lemos Brito, au cœur de Rio.

Justice fut faite aussi au capitaine nord-américain Charles Chandler, venu du Vietnam pour devenir espion de la CIA au Brésil. Cela prouve que les groupes révolutionnaires armés sont attentifs à la défense de la souveraineté et à la préservation des intérêts nationaux.

Les manifestations contre Rockefeller, à Rio, Sao Paulo, Brasilia, dans lesquelles les étudiants ont eu un rôle si important, témoignent de l'aversion du pays aux Nord-Américains. En fait, ceux-ci ne comptent que sur la dictature militaire brésilienne.

COMMUNIQUE plus souvent, plus vite, plus net.

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accroît : il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

Mais la politique de trahison nationale de cette dictature est désormais trop connue pour que les gorilles puissent la camoufler.

La guerre révolutionnaire que nous entreprenons est une longue guerre à laquelle tous doivent participer.

C'est une lutte féroce contre l'impérialisme nord-américain et contre la dictature militaire brésilienne, qui joue le rôle d'une agence des Etats-Unis au Brésil. C'est la suite de la lutte héroïque de Che Guevara, commencée en Bolivie, pour la libération de toute l'Amérique Latine. C'est une lutte en profondeur pour la transformation de fond en comble de la société brésilienne.

Cette lutte de libération d'un peuple n'est pas une lutte pressée. Elle n'a pas de délais. Ce n'est pas un coup d'Etat, visant à substituer les hommes du pouvoir, ne touchant jamais à la structure de classes de la société brésilienne.

Continuer la guérilla urbaine

Voilà pourquoi tous les groupes révolutionnaires armés qui luttent doivent continuer la guérilla urbaine

comme ils l'ont fait jusqu'ici. Dévalisant des banques, attaquant des casernes, expropriant, intensifiant le terrorisme de gauche, faisant justice, « kidnappant », faisant du sabotage en large échelle, nous rendons désormais désastreuses les conditions d'action du gouvernement.

Nous devons attaquer de tous côtés avec plusieurs groupes armés différents, chacun se composant de peu d'éléments, cloisonnés pour disperser les forces de la répression dans la poursuite.

Nous devons augmenter petit à petit les effets de la guérilla urbaine avec une suite ininterrompue d'actions imprévues pour que les effectifs du gouvernement ne puissent plus quitter la zone urbaine sans laisser les villes dégarnies.

Ce sont ces conditions, désastreuses pour la dictature militaire, qui permettent aux révolutionnaires de déclencher la guérilla rurale.

En cherchant la participation des masses dans la lutte contre la dictature militaire et pour la libération du pays du joug des Etats-Unis, notre prochain pas doit être la lutte à la campagne. (...)

La stratégie de la guérilla rurale

a) Les luttes des paysans pour leurs revendications face aux latifondistes et pour l'organisation des syndicats ruraux pourront donner l'occasion à des conflits armés et dans ce sens elles sont positives, mais sans puissance de tir les paysans seront annihilés par les forces de la réaction.

Il est improbable qu'à partir des luttes revendicatives des paysans puissent se former des guérillas rurales de caractère stratégique. Les paysans brésiliens ont une faible conscience politique et la tradition de leurs luttes ne dépasse pas le niveau du banditisme et du messianisme, leur expérience de lutte de classes sous la direction du prolétariat est récente et limitée.

Dans les conditions actuelles du pays, dominé par la dictature, la lutte stratégique dans la zone rurale se développera comme fruit de l'infrastructure guérillera installée parmi les paysans. Ceux-ci s'apercevront que cette puissance de tir combat les latifondistes et ne se heurte pas aux intérêts de la masse paysanne

et ils soutiendront la guérilla et ils s'y engageront.

b) Le principe stratégique principal de la lutte guérillera est que cette lutte ne peut pas avoir des conséquences ni un poids décisif dans la guerre révolutionnaire si l'alliance armée des ouvriers et des paysans n'est pas structurée et consolidée.

A partir de cette alliance pourvue d'une puissance de tir, la guérilla aura des fondements et pourra se développer. L'alliance armée du prolétariat, des paysans et des couches moyennes urbaines est la clé de la victoire.

c) La guérilla rurale a un caractère décisif parce que, hors son extrême mobilité, dans l'aire continentale du pays, la base pour la formation de l'armée révolutionnaire de libération nationale c'est elle qui a pu être structurée à partir de l'alliance armée des ouvriers, des paysans et des étudiants.

Dans la guérilla urbaine, il est impossible d'engager les paysans sans qui la révolution n'aboutira pas à ses dernières conséquences.

d) La guérilla brésilienne en aucun moment ne doit défendre des zones, des territoires, des régions, ni une base ou position fixe quelconque. S'il en est ainsi nous permettrons à l'ennemi de concentrer ses forces, d'encercler et d'annihiler des objectifs connus et vulnérables.

e) La guérilla rurale brésilienne doit être toujours en mouvement. La guérilla urbaine même doit être extrêmement mobile et n'exécuter jamais une occupation sans organiser en détail son repli. Dans toutes circonstances, la guerre révolutionnaire au Brésil est une guerre de mouvement.

f) Etant partie de la guerre révolutionnaire, la guérilla y joue le rôle stratégique principal. Elle a comme but politique de constituer l'armée nationale de libération populaire et prendre le pouvoir. Dans la lutte révolutionnaire, nous devons éviter toute distorsion de ce but et empêcher que la guérilla urbaine ou rurale ne se transforme en instrument de banditisme, que nous nous joignons à des bandits ou que nous employons leurs méthodes. □

La presse chinoise

Les recueils de documents sélectionnés sur des problèmes vastes et difficiles sont souvent trompeurs. L'apparente objectivité de l'ensemble peut cacher des choix tout à fait partisans dans la présentation et l'organisation du matériel. Tel n'est pas, semble-t-il, le cas de l'ouvrage « Les Chinois parlent aux Chinois » publié par les Editions et publications premières sous la direction de John Duval. Tous ceux qui ne sont pas des lecteurs réguliers de « Pékin-information » trouveront dans les documents présentés — consacrés pour l'essentiel à la Révolution culturelle — beaucoup de raisons de réflexions.

Les articles publiés permettent d'abord de mieux identifier les adversaires que se donnent les dirigeants chinois actuels au-delà même des personnes de Liu Chao Chi ou de Peng Chen. Ces adversaires sont les capitalistes nationaux, le capitalisme rural toujours renaissant à partir de la petite production privée, les privilégiés de l'intelligentsia technique, ainsi que les tendances bureaucratiques des milieux dirigeants de l'économie et du parti. Leurs armes sont, selon

les textes cités, les tendances objectivistes dans la presse, le libéralisme de nombreux dirigeants face aux vues conservatrices et rétrogrades, leur détachement par rapport aux affrontements quotidiens (c'est-à-dire par rapport à la lutte des classes) et toutes les tentatives faites pour estomper le caractère de classe de l'Etat chinois qui ne saurait être autre chose qu'une dictature du prolétariat. A l'inverse, les armes des défenseurs de la Révolution culturelle doivent être la lutte de classe, la critique des privilèges, la mise en question du monopole des connaissances techniques, l'utilisation de la pensée de Mao Tsé-tung comme plus haute expression de la science marxiste.

Certains articles cités, celui sur les médecins « va nu pied » permettent de mesurer à quel point les bouleversements entraînés par la Révolution culturelle ont dû être profonds, mais ils montrent aussi que ce grand mouvement de « lutte, de critique et de réforme » est pour l'essentiel une immense campagne de rectification comme Mao Tsé-tung en avait organisé à l'époque de Yenan (entre 1934 et 1945). Les réfé-

rences aux textes de 1942 sur ce point sont d'ailleurs parfaitement explicites. On s'explique ainsi que la lutte contre le technocratie, le bureaucratisme et les tendances à la restauration bourgeoise, reste limitée, quant au fond, à la superstructure et ne concerne pratiquement pas les rapports de production ; or, ceux-ci, dans la mesure où ils ne sont pas encore pleinement socialistes (degré insuffisant de socialisation des forces productives), recréent sans cesse les conditions d'une centralisation bureaucratique, d'une économie de commandement qui interdit aux masses de décider démocratiquement de l'utilisation du surplus produit et des besoins à satisfaire. A cet égard on ne peut que s'interroger sur certains aspects de la lutte contre « l'économisme » déclenchée par les dirigeants chinois (n'est-ce pas refuser aux ouvriers un droit de décision sur la répartition des fruits du travail ?) de même qu'on peut s'interroger sur les limitations mises à l'expression publique des divergences, surtout dans la phase présente de réorganisation. La Révolution culturelle est un très grand événement dans l'histoire, elle n'est pas cependant la réalisation dans sa première phase de la démocratie socialiste, aussi révolutionnaires que soient ses implications à long terme.

J.-M. V

Les paysans et l'Europe

Depuis qu'en 1957 les négociateurs français du Traité de Rome ont obtenu l'inclusion de l'agriculture dans le Marché Commun, le problème de la politique agricole commune a souvent occupé le devant de l'actualité : une nouvelle fois, la réévaluation du mark met en cause l'Europe verte, d'autant plus sérieusement que cette décision intervient après la dévaluation du franc.

Et pourtant le Marché Commun agricole demeure encore peu connu, en dehors d'une équipe restreinte de spécialistes. Sa complexité a jusqu'à rebuté les analystes et privé le public d'une information claire, base nécessaire pour une prise de position.

Le livre que publient chez A. Colin (1) Hélène Delorme et notre camarade Yves Tavernier commence à combler cette lacune : il analyse d'une manière détaillée les positions des paysans français face à l'Europe depuis la première tentative de pool vert en 1950. Les thèses des différentes tendances entre lesquelles se partage le monde agricole sont « mises à plat » et minutieusement étudiées. Une vision nette des bénéficiaires et des victimes du Marché Commun agricole se dégage de la lecture de ce petit ouvrage.

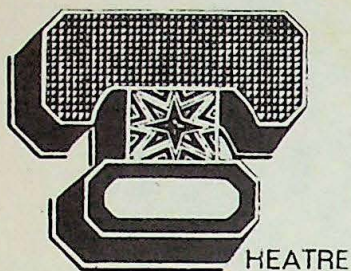
Les bénéficiaires, qui sont favorables au Marché Commun, ce sont les forces traditionnelles. Les dirigeants de cette tendance, qui ont longtemps monopolisé les questions européennes soutenues par les solides moyens financiers des grands « lobbys » de producteurs (céréaliers, betteraviers) ou des chambres d'Agriculture, sont parvenus à obtenir des privilèges à leur mesure — celle des grandes exploitations capitalistes du Bassin Parisien.

Les victimes, ce sont tous les autres ! Qu'ils soient hésitants, comme la nouvelle génération, ou résolument hostiles, comme, avec des variantes diverses, les syndicalistes de l'Ouest ou les dirigeants des M.O.D.E.F., ils représentent le gros de la paysannerie française, tous les secteurs de production autres que les céréales et les betteraves.

Il faut lire cet ouvrage pour mieux comprendre les réactions paysannes devant les plans de réforme de la politique agricole, présentés en Europe (Plan Mansholt) ou étudiés en France (Rapport Vedel).

L.S.

(1) H. Delorme, Y. Tavernier. *Les paysans français et l'Europe*. Ed. A. Colin, ... 16 F



Les contradictions du système

Dominique Nores

Tambours et Trompettes (1) est une pièce qui entend faire rire. Brecht l'a tirée de *L'Officier recruteur* de Farquhar. Farquhar, Britannique et ancien officier, racontait en riant comment les militaires anglais alimentaient les armées en hommes pendant la Guerre des Flandres. Ecrite en 1706, la pièce était d'actualité. Elle correspondait à une période où, victorieuse, la guerre était populaire. Se moquant des méthodes de l'armée, Farquhar la laissait intacte, elle et tout ce qu'elle défendait, en tant qu'institution.

Brecht garde à la pièce son tour comique, mais change son contenu idéologique. Déplacée dans le temps, fixée en 1776 pendant la guerre de Sécession, l'opération de recrutement qu'elle décrit a pour fin une expédition coloniale im-

pulaire (ses visées ne sont pas claires ; de ses champs de bataille, on ne sait rien, sinon que les hommes n'en reviennent pas ; elle ne sert que les intérêts conjugués de la Couronne, du grand commerce et de la Banque). Les militaires, qui courent les filles et arrachent les paysans de leurs champs, ne sont plus de braves trousseurs de jupons ; ils sont l'instrument inconscient d'une duperie, dont Brecht démonte le mécanisme sous nos yeux.

La « ruse brechtienne »

Pour Brecht, l'histoire de nos sociétés capitalistes est celle d'une usurpation. La classe bourgeoise a concentré dans ses mains tous les moyens de production, c'est-à-dire la puissance. Contre elle, le dépouillé, celui que sa situation semble

vouer à la soumission, n'a qu'un moyen d'action : jouer avec le manque de cohérence du joug qui pèse sur lui, avec les « contradictions du système ». Conquis sur la bonté naturelle de l'homme qui, chaque fois qu'elle s'exerce, le met en situation d'infériorité, puis appointé comme une arme pour un certain combat, ce jeu, c'est ce que, depuis Brecht et sa démonstration par l'œuvre écrite, on appelle la « ruse brechtienne ».

La voici en action.

Deux filles veulent empêcher le départ de celui qu'elles aiment pour l'armée. Filles, et l'une des deux servante, elles ne sont rien dans la société. Elles n'ont pour elles que leur sens aigu des rapports sociaux, c'est-à-dire le sens des contradictions qui s'incarnent dans le juge Balance (le père de

l'une, Victoria, est le maître de l'autre), sitôt prétend-il agir dans le monde tel qu'il est. Suivant qu'il se sent père ou juge, ancien militaire ou bourgeois enrichi, il ne se situe pas de la même façon devant ces grands problèmes que sont pour lui le recrutement à imposer à la racaille, la nécessité de mettre en bonnes mains les forêts de sa fille, et les hasards du qu'en-dira-t-on.

Ainsi, même suivant de près les données de celle de Farquhar, la pièce fondée sur une analyse précise de la société à un moment de l'Histoire, n'a plus rien d'artificiel. Lorsque Victoria trompe, non seulement son père, mais aussi le capitaine Plume, son amant malgré lui, c'est mieux que le bien joué de la comédie. En agitant le compte de ses forêts et celui des dettes qui enverraient Plume en prison, puis en le liant contre elle, démilitarisé par force, elle impose l'évidence de ce génie d'une classe sociale à tout acheter — même si, brimée, elle est d'abord apparue comme la fraction de cette classe la plus innocente.

La leçon par la joie.

Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdeuil retrouvent ici leur collaboration de **la Noce chez les petits bourgeois**. Ils ont un don commun. Ils savent rire. Il faut venir au Théâtre de la Ville rencontrer Victoria (Hélène Vincent) telle qu'ils l'ont imaginée : en pleine crise de libération, elle s'est déguisée en homme et mène la vie des officiers, comme une petite Charlie Chaplin femelle la mènerait. Le jeu à la hussarde naît d'une situation gênée. Il est aussi touchant que grotesque et follement drôle.

L'art de Vincent consiste à faire sortir, des tempéraments et comportements saisis dans leur spontanéité, cette enquête sur un temps donné qu'est pour lui la pièce de Brecht. Les gens du peuple s'y montrent divisés, mal conscients de leur véritable intérêt dans une situation confuse. Brecht a surimposé à leur désarroi le personnage de Mike. Enfant trouvé, tenu par la naissance en dehors du système, il est bien décidé à n'y pas entrer pour le compte d'autrui, mais à se battre pour lui-même, pour ce qu'il aura reconnu être des valeurs véritables.

Brecht, en écrivant cette adaptation, aurait vraisemblablement voulu que les spectateurs de sa pièce puissent, en la voyant, dépasser l'anecdote et tirer de l'œuvre une leçon plus générale. Comme le juge Balance, le pouvoir pouvait, selon lui, être, dans nos sociétés capitalistes, tenu en échec par une volonté arrêtée d'utiliser contre lui chacune de ses incohérences. Nous savons aujourd'hui que ce n'est pas si simple.

(1) Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. TUR. 54-42. Le texte français (de Geneviève Serreau) se trouve au tome XII du Théâtre de Brecht (L'Arche, éd.).

● A lire

Les représentations de **Tambours et Trompettes**, données par le « Berliner Ensemble » en 1956, ont apporté à Londres la révélation de ce que peut être une véritable équipe de jeu. La même année, le cri de haine d'Osborne contre la société installée dans son confort (**La Paix du Dimanche**) tuait le théâtre digestif anglais.

Daniel Salem fait remonter à ces deux événements la **Révolution théâtrale actuelle en Angleterre** (*). Ecrit avec humour et solidement documenté, le livre rend compte d'une vitalité d'Outre-Manche qui, chez nous, où l'Etat-Patron a laissé se tarir l'invention dramaturgique, a de quoi étonner.

D.N.

(*) Editions Denoël.

● A voir

Le « Bread and Puppet Theater » qui, appelé en France par le Festival du Jeune Théâtre de Nancy, a joué ensuite dans différentes villes de France et d'Europe, donnera à Paris, salle Wagram (1), à partir du 17 novembre, une série de représentations limitées.

J'ai dit ici (2) comment le travail de la troupe naît, à Harlem, à partir d'ateliers où Peter Schuman et de nombreux artistes qui se sont joints à lui, fabriquent tout ce qui est nécessaire à la représentation (représentation militante, manifestant, à New York même, dans des locaux de hasard, ou dans la rue, son hostilité pour les guerres déclenchées par l'impérialisme américain).

Parallèlement aux spectacles qui auront lieu à 19 heures (**Fire**) et à 21 heures (**The cry of the people for meat**), la troupe essaiera de donner une idée pratique de son travail par une exposition et en animant quelques ateliers de marionnettes.

D.N.

(1) 39, avenue de Wagram - 8^e.

(2) Cf. : « Un théâtre de guérilla apparaît » et « Du pain et des jeux », Tribune socialiste, mai 1969.

● Brochures de la Fédération du Rhône :

Introduction au marxisme - Initiation à l'économie : Le capitalisme.

Commandes : à J.-M. JARRIGE, 39, rue Saint-Romain, 69-LYON 8^e.

C.C.P. LYON 6.431-56, au prix de : 1,50 F la brochure.

SKI ET CULTURE

● MEIJE 2000

Fin décembre à fin avril.
(Réservé aux très bons skieurs.)

● SUP DEVOLUY

Début janvier à début avril.

● TCHECOSLOVAQUIE - Hautes Tatras.

Noël (12 jours) 760 F
Mardi Gras (7 jours) 680 F
Fin février (10 jours) 720 F
Pâques (15 jours) 820 F

Une semaine 160 F
Haute saison 196 F
Paris/Paris 320 F

● TIGNES

12 jours Noël 384 F
Paris/Paris 504 F

● Séjours vacances scolaires :
Sauze-d'Oulx, Les Deux-Alpes,
Méribel-les-Allues, Sestrière.

Renseignements et inscriptions : **DECOUVERTE ET CULTURE**

94, rue Notre-Dame-des-Champs — Paris-6^e

Opération carte de vœux

La semaine dernière « T.S. » vous a présenté quatre dessins qui orneront les cartes de vœux que vous enverrez à vos amis à l'occasion du Nouvel An.

Si vous voulez recevoir vos cartes à temps, dépêchez-vous de suivre les indications qui sont récapitulées ci-contre, et renvoyez rapidement le bon de commande.

Si vous commandez vos cartes après le 18 novembre, vous courrez deux risques :

— soit qu'il n'y ait plus de cartes disponibles ;

— soit que vous les receviez en retard (vers le 15 décembre).

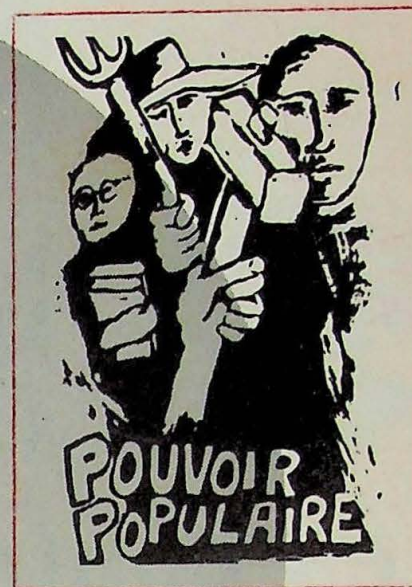
Alors pour avoir des cartes de vœux originales qui feront plaisir à vos amis, dépêchez-vous d'envoyer vos commandes à « T.S. ».

Rappel :

- dimensions : 21,9 cm ou 16 x 12,5 cm ;
- enveloppe comprise.
- Prix : 1,50 F la carte avec l'enveloppe.



dimensions : 16 x 12,5
couleur : vert pomme
N° 1



dimensions : 21 x 9
couleur : bleu foncé
N° 4



dimensions : 21 x 9
couleur : rouge
N° 2



dimensions : 16 x 12,5
couleur : noire
N° 3

Comment et où commander les cartes

● Pour les adhérents :

- remplir le bon de commande,
- le remettre au responsable de groupe ou au secrétaire de section avec la somme correspondante (1,50 F la carte) avant le 18 novembre,
- aucune commande ne doit être passée directement à « T.S. » sous peine de retard considérable.

● Pour les sympathisants :

- remplir le bon de commande,
- l'envoyer à « Cartes de vœux », T.S., 54, boulevard Garibaldi, Paris (15°), avant le 18 novembre, avec la somme correspondante (1,50 F la carte) C.C.P. 58 26 65.

Bon de commande individuel

Carte n° 1

Carte n° 2

Carte n° 3

Carte n° 4

Nombre total

Somme à payer

Nom

Adresse

Section

Quantité

x 1,50